Rosp 35341-5 / 8

LO LIBRE

DE LAS LIBERTATS ET FRANQUESAS

DE LA VILLA ET CIUITAT

DE SANCT POUS

Retrouvé et publié par M. Louis NOGUIER,
de la Société Archéologique de Béziers.

BIBLIOTHÈQUE TOULOUSE UNIVERSITAIRE

SAINT-PONS
IMPRIMERIE FRANCÉS.
1881

CHARTES ROMANES

INTRODUCTION

La publication de nombreuses chartes inédites, relatives à la commune de Saint-Pons-de-Thomières (Hérault), nous a paru devoir intéresser les amis si nombreux aujourd'hui, des sciences historiques. Elles sont contenues dans un registre manuscrit que nous avons eu la bonne fortune de sauver d'une destruction imminente, et qui a été déposé par nous dans les Archives de la Société archéologique de Béziers (1). Il est écrit sur papir, en parfait état de conservation, et relié ou plutût broché avec un ancien parchemin, sur lequel on peut lire encore une charte latine du xv[e] siècle. C'est une vente ou adjudication des dîmes et tasques de la commune

(1) Le registre dont il est question se trouvait confondu au milieu d'une masse de papiers appartenant à la succession de M. Gleyses de Lablanque, conseiller honoraire de la Cour de Nimes, décédé en 1876. La famille de Lablanque, de noblesse ancienne, aujourd'hui éteinte, était originaire de la ville de Saint-Pons.

de La Livinière (Hérault), rédigée en latin, consentie par l'évêque de Saint-Pons à un sieur Sabatier et consorts.

La première page de notre manuscrit contient, au recto, le titre suivant en français :

« LE LIVRE DES FRANCHISES ET LIBERTÉS DES HABITANS DE LA VILLE DE SAINCT PONS DE THOMIÈRES. »

Et au bas : « *Dom Bardet Fabre.* »

Tout le reste est écrit en idiome roman du Midi, et on comprend immédiatement son importance à divers points de vue.

Sous le rapport historique et archéologique, il est indispensable d'entrer dans quelques détails. Voici ce qu'on lit en tête de la seconde page, et que nous traduisons :

« Dans ce livre, vous trouverez les libertés et franchises » qui ont été données et octroyées à la ville de Saint-Pons » par les seigneurs, abbés et évêques, lesquelles libertés et » franchises ont été extraites des chartes qui les contiennent. » Que si quelqu'un élève des doutes sur la véracité du pré- » sent livre, vous remarquerez que chaque charte est cotée » d'une lettre alphabétique, comme sur les titres originaux » eux-mêmes, ce qui en établit la sincérité. Ce livre a été » fait l'an 1442, en comptant depuis la nativité de Notre- » Seigneur, sous le syndicat de maitre Peyre Gleyses, maitre » Jehan Garrigue, Jehan Cantobre, syndics en ladite année. » Il est écrit de la main de Bernat Fabre de Saint-Pons. »

Ces indications sont aussi précises que possible. Il s'agit d'extraits d'anciennes chartes, aujourd'hui perdues, relatives aux franchises et libertés de Saint-Pons. Mais comme ces chartes étaient écrites en latin, ainsi qu'on le verra, elles sont mises en langue vulgaire, afin de les rendre intelligibles à tous. Chacune est marquée d'une lettre alphabétique, et elles forment deux séries : la première complète, et la seconde allant de la lettre A jusques à la lettre O. En tout,

il y a trente-sept chartes ou extraits de chartes. Huit portent des dates positives, minutées en latin comme dans les titres primitifs copiés textuellement ; elles s'échelonnent de l'an 1173 à l'an 1372. Tout ce que l'on peut dire des autres, c'est qu'elles sont, selon toute apparence, du même temps, et en tout cas antérieures à l'année 1442, époque de la confection du manuscrit.

En examinant les objets auxquels elles s'appliquent et qui sont notés en marge, il est facile de se convaincre qu'elles embrassent l'ensemble des affaires qui constituaient la vie communale de Saint-Pons pendant le haut moyen âge. Les renseignements qui s'y rencontrent sont des plus variés et des plus curieux. On voit surtout apparaître fréquemment l'antagonisme qui existait, par la force des choses, entre les abbés et les consuls ou syndics représentant la communauté des habitants. Les abbés du monastère de Saint-Pons étaient à la fois les seigneurs féodaux et les chefs spirituels de la cité ; l'exercice de leurs droits multiples soulevait maintes difficultés, et engendrait quelquefois des abus. Raimond Pons, comte de Toulouse, fut le fondateur de ce monastère, dans le cours du x^e^ siècle, et l'enrichit de nombreuses libéralités. La Charte de fondation du mois de novembre 936, s'exprime comme suit :

« *Damus Thomeriensi monasterio totum allodium et totum potestativum de villa nostra dominicata que dicitur Thomières, etc.* » (1).

Le donateur ne pouvait se servir d'une formule plus large et plus explicite. Le pape Jean XXII, en 1318, érigea l'abbaye de Saint-Pons en évêché, et depuis ce temps, les abbés

(1) *Hist. du Languedoc,* édit. Priv., t. V, p. 174.

en devinrent les évêques (1). La trace de ce changement considérable se retrouve dans nos chartes (2).

Les documents que nous publions se rattachent, du reste, d'une manière directe, à la ville de Béziers. La plus grosse part de l'ancien diocèse de Saint-Pons dépendait de la Cour royale du viguier de Béziers, et les magistrats consulaires avaient souvent maille à partir, pour n'être point arrachés à

(1) *Hist. du Languedoc*, t. V.

(2) La ville de St-Pons n'a conservé des beaux temps de l'ère abbatiale que certaines parties de l'église qui porte également le nom de St-Pons. Dans les guerres de religion du XVI^e^ siècle, ce monument fut en grande partie détruit et saccagé (1^er^ octobre 1567) et les restaurations des siècles suivants ont achevé de le bouleverser. Le maître-autel, qui était à l'orient, fut placé à l'occident dans le nouveau chœur remarquable par la beauté de ses marbres et de ses boiseries, et un immense jubé dans le goût Louis XV fut construit dans la nef. Toutefois, la dernière travée occidentale qui formait l'ancien narthex ou porche, et sert de sacristie, indique quelle était la beauté de l'ordonnance primitive ; les piliers sont décorés d'admirables chapiteaux historiés, et du côté du nord s'ouvre une très-belle porte murée depuis plusieurs siècles. Heureusement que la façade occidentale est restée à peu près entière et peut se voir encore dans une ruelle étroite. C'est un des modèles les plus purs de l'art Roman, dans les XI^e^ et XII^e^ siècles. On y remarque principalement trois beaux portails en plein cintre brillamment décorés.

Les chapiteaux et les colonnettes des ces diverses portes ont disparu, mais, en revanche, quelques uns des chapiteaux du cloître qui fut détruit, joignant autrefois l'église au midi, existent encore : deux se trouvent au musée de Toulouse, deux au château de Cabanes près Saint-Pons, deux dans le jardin Azaïs-Marés, deux dans un jardin au-dessus de l'usine Fraïssé, un dans la maison Riols aîné, et dix autres ont été acquis par M. Jammes, ancien député, demeurant à Mazamet. Enfin, de curieuses galeries de défense superposées, font encore presque le tour de l'édifice.

Il ne reste de l'ancien monastère, qui comprenait à peu près le terrain compris entre la place du Foiral à l'ouest, les rues de la sous-préfecture et du quai au nord, la descente du quai et la rue des Frères à l'est et la rivière au midi, que le donjon assez bien conservé désigné sous le nom de Tour du comte Pous (aujourd'hui la mairie) et quelques pans de murs.

cette juridiction naturelle et traditionnelle. La légalité de son origine est consacrée dans une Charte datée de l'an 1340, octroyée par Philippe VI de Valois, dont la copie existe dans les Archives municipales de Béziers (1). La viguerie de cette ville se composait alors d'un vicaire et d'un juge, ressortissant en appel du sénéchal de Carcassonne, avec l'obligation pour celui-ci d'en connaître à Béziers et non ailleurs. Elle avait notamment, dans ses attributions territoriales, le domaine et ville de Saint-Pons, les lieux de la Salvetat, Labastide-Rouairoux, Riols, etc.

D'un autre côté, notre manuscrit permet d'étudier la langue parlée et l'orthographe employée, dans le midi de la France, vers le milieu du xv^e^ siècle. L'écriture très-belle, très-nette paraît l'œuvre d'une main exercée; elle est dépourvue de toute espèce de ponctuation. Nous avons collationné avec soin, sur le texte, les deux copies qui en ont été faites séparément par M. Palmade et par nous, de manière à pouvoir affirmer la parfaite conformité de notre publication. Ce Cartulaire peut être utilement comparé aux diverses chroniques romanes déjà publiées par la Société, et qui lui ont valu les encouragements, et même des allocations pécuniaires, de la part de M. le Ministre de l'instruction publique. Espérons qu'il deviendra un nouveau titre à sa bienveillance. Quelques notes explicatives et le glossaire des mots qui pouvaient offrir des obscurités placé à la fin en rendront l'intelligence facile.

Béziers, ce 20 mars 1877.

L. Noguier.

(1) M. Palmade, archiviste municipal de Béziers, a bien voulu me communiquer cette longue Charte, et même m'en donner une copie; je lui en exprime ici tous mes remerciements.

LO LIBRE
DE LAS LIBERTATS ET FRANQUESAS
DE LA VILLA ET CIUITAT
DE SANCT POUS

Retrouvé et publié par M. Louis NOGUIER,
de la Société Archéologique de Béziers.

Folio 1. En Aquest libre trobaras las libertats et franquesas que son donadas et auctriadas a la vila et ciuitat de Sanct Pous per los senhors abbats et evesques de Sanct Pous, lasquals libertats et franquesas sont estades trachas de las cartas en que se contenon las dichas franquesas et libertats et trobaras en aquest libre sy negun fasia dopte que las causas contengudas en lo présen libre non sian vertadyere, que cascuna de las dichas cartas en lasquals las dichas libertats son contengudas son senhadas per alfabet en la forme que es en lo présent libre; et aqui trobaras la veritat loqual libre es fach l'an mil quatre cens quarante deuxcontan de la nativitat en lo sindicat de mestre Peyre Gleysas (1), mestre Jehan Garrigue, Jehan Cantobre sindix en lo dit an et fout escript per la ma de Bernat Fabre de Sanct Pous.

Et premièrement: En una carta en que trobaras aytal senhal A son contengudas las libertats et franquesas auctriadas par Moss[r] Peyre abat del monestier de Sanct Pous

(1) Peyre Gleysas était sans doute un membre de la famille Gleyses de Lablanque.

à la vila et civitat de Sanct Pous (1), laqual carta commenssa: « noverint universi quod anno incarnationis Christi millesimo cccº undecimo Domino Philippo rege Francorum regnante IIº kal. junii congregata universitas, etc. »

Leuda. — Premierement de la leuda de la Salvetat, de Lineyras, et de Riols en qual maneyria se deu levar (2)

Usages. — *Item* dels usatges de Mossr de Sanct Pous et dels benefficiats del monestier en qual maneyria se devon levar

Folio 2. *Del pes.* — *Item* que los habitans de Sanct Pous puescan pesar am lor propri pes fe, lauza, lenhas, caus sans demandar licencia a la court

Del loguier des hostals. — *Item* que tota persona de Sanct Pous avent hostals, molins loguats puescan tanquar et clavar am clau ho cadenat las portas dels hostals molins sans licencia passada la pagua, et retener las causas que seran dedins lo dich hostal ho molis tant que sia pas pagat de son loguier.

De l'escolle. — *Item* que cascus de Sanct Pous puesca far ensenhar ses enfans en son hostal ho aqui ont li plazera et far los ensenhar de sauteri pars accidens et autres menors autors

Dels notaris. — *Item* dels notaris que dayssi avant. . . . . vengua a Mossr Labat, ho son loc tenen ho a sou viguier temporal, et que aquel agia taxat a son albitre salvat et retengut que las actas scripturas antiquas demoren en lor drech coma eran par avant

(1) Le monastère de Saint-Pons fut fondé par Pons, comte de Toulouse, et Garsinde, son épouse, en l'année 936. Peyre, abbé ici mentionné, est Pierre IV Roger nommé à la fin de l'année 1310. Le pape Jean XXII, en fit le premie évêque de Saint-Pons, en 1318. Il régna jusques en 1324. (*Hist. Languedoc*, t. IV et V.)

(2) La Salvetat et Riols, sont des communes de l'arrondissement de Saint-Pons. Lignières Hauts est une paroisse dépendant des mêmes communes et de celle de Fraïssé.

De la dot — *Item* sobre a quo que lo prior de Sanct Martin demandaria et levaria de las nuptias otra que non devia fout ordenat que leves segun la dot que prendran los marits

Deymes et tasques. — *Item* sobre lo fach dels deymes et de las tasquas quar los deymaires et tasquayres estimaran las garbas a lor valor, et en aquo compelhan los laboradors a pagar juste lestima par els facha, fout ordenat par Moss^r^ Labat la maneyra coma se devya deymar et tasquar

Folio 3. *Dels couraties.* — *Item* dels coraties que la vila elegis, et Moss^r^ pren lo sagramen, et de los trebails que devon levar per las causas que vendran et que sian bons et leals ; et en cas que se trobes que no fosson prodomes Moss^r^ los pot privar del dich offici de corataria et pervesir dautras

De obrar las lanhas. — *Item* aquels que trameton e porton lana filhala fora de la vila per causa de obrar tenher o filar, que no sian tengut de pagar neguna leuda sino que las causas dessus dichas se vendessen.

De la caus. — *Item* dels forns de la caus que a cascuna personna de la vila sia legut de far forn ho forns en la terra del monestier exeptat devesas et que non prengan grosses albres sino per la edificatio dels forns sino boysses et lenhas menudas et que la caus non se puesca vendre fore de la terra sans licencia.

Deymes dels cabris. — *Item* dels cabris que hissiran de las cabras que son en los ostals las quals son appelladas bayllas non se deu pagar per deyme de cascun cabrit, sino ung denier.

Folio 4. *Dels decrets.* — *Item* que los officiers de Monss^r^ .... spirituals ho temporals no puescan prendre ni levar per cascun decret que entrepausaran sinon v sols tourneys.

De la pesque. — *Item* que a cascuna personna de Sanct

Pous sia legut de pescar en las ribeyras exeptas los deveses del monestier et en lo temps acoustumat

De lavar draps. — *Item* que coma Mouss^r^ Labbat agues facha far una crida que neguna personne non auzes lavar draps en la ribeyra quand hississon de las tinas ny troquas ny cuers ni neguna causa que pogues dampnificar le peys sots pena de LX ung denier de la quala crida et pena demandarian los de la villa esser revocada fout ordenat per Mouss^r^ Labat facha informatio que la dicha pena fos revocada et que cascus pogues lavar draps troquas et cuers exeptat Caussinada que en aquelle no volt consentir et prohibet que la pastellada no se meses en la dicha ribeyra de pantacosta entro Sanct Jehan.

Secondement : En una carta en tal senhal B sagelada de tres sagels que commenssa « in nomine Domini amen anno incarnationis Christi millesimo ducentisimo octuagesimo septimo regnante rege Philipo,... kal. novembris, noverint universi quod inter homines et universitatem ville Sancti Poncii thomeriarum narbonensis diocesis ex parte una et Reverendum priorem Dominum R.... (1) Dei gratia monasterii Sancti Poncii thomeriarum abatem et ipsum monasterium ex parte altera. »

Folio 5. En la qual carta se contenon las libertats priviliegis donats et auctriats per lo Mouss^r^ Labat et son monestier et autres benefficiats de la dicha Gleysa convocas *ad sonum campane capitularis, etc.*

De paysser. — Et premeyramen que los habitans de la vila puescan usar gausir de paysser am lus bestials en la devesa appellada de palmots exeptat porcs tant que en la dicha devesa non agia glans.

(1) Raymond III de Castries, abbé de Saint-Pons, de l'an 1276 à l'an 1310.

Dels contes. — *Item* la maneyra coma los sindics ho autres aven administracion devon rendre conte de las talhas que son estadas empauzadas en lor temps davant Moss^r^ Labat ho en aquel al qual sera comes per Mouss^r^ Labat et en lo loc en que los dichs contes se devon rendre ny qualas gens y devon esser ny en quant de temps devan esser renduts

De deffendre an Labat. — *Item*que coma Moss^r^ Labat et demandaria que los consols de la villa de Sanct Pous non no poguesson ny deguesson agir ny deffendre contra lo dit Moss^r^ Labat ny contre lo monestier ny en la juridictio del monestier mas fout ordenat que totas vejadas que los dichs consols volran agir ho deffendre contra lo dich Moss^r^ Labat ho monestier ho juridiction del monestier que los sindics elegidors en las causas que volran puescan agir ho deffendre.

Folio 6 *Deymes d'anhels.* — *Item* la maneyra ny en qual temps los anhels cabris vedels pourceles et pourcels de la terra de Sanct Pous se devon deymer

La devesa cascalhana de paysser. — *Item* sur lo fach de la devesa appellada castelana (1) que Moss^r^ Labat disia que el podia mestre porcs et trauchs a sa voluntat et causa de paysser fout ordenat que Mouss^r^ Labat puesca mestre en la dicha devesa porcs et trauchs a causa de paysser et non remens los habitans et tailhables de la villa puescan mestre en la dicha devesa a causa de paysser sos propris porcs quant en la dicha devesa aura glans en pagan tres obolos per cascun porc et aqui amassar glans juxta la forma et maneyra aconstumada et encartada

La devesa de Rossilhas. — *Item* que Mouss^r^ Labat disia et affirmava que el podia vendre donar ho logar lo pastural

(1) Nom de lieu.

de la devesa appeliada de Rossilhas (1) et de Lequa (2) davant la festa de Sanct Pous (3) fout deffence et declarat que se los habitans de la vila los erbatges pasturals de las dichas devesas volon comparar ho logar que vengon à luy ho a sa court et en cas que non y vengou el ho pot vendre ou donar a son plaser

Folio 7. *Des cops.* — *Item* que Mouss^r^ Labat demandava que tota persona que descargues blad en la place de la villa de Sanct Pous sotz la cuberta de las pilas ho deffore la cuberta venda ho no venda paguer cops quar en ayssi era acoustumat los temps passats fout ordenat per los arbitres que tota persona que descargues blad dins la cubertade las pilas

Clausura. — *Item* sobre una clausura facha per Mouss^r^ Labat en lo puech de Banassa laqual clausura Requirian los sindix estre ostada fout ordenat que la dicha clausura fos...

Del deves. — *Item* sobre lo fach dels devesas del dich Moss^r^ Labat et de son monestier disian los habitans de la vila que hy podian pescar fout ordenat per los dichs arbitres que negun non y ause pescar an pena ny en autre maneyra sans licentia de Mouss^r^ Labat ho dels siens

De la devesa de palmots. — *Item* sobre aysso que los habitans de la villa de Sanct Pous disian que els avian us et coustuma de paysser an lus bestials en la devesa appellala de palmots fout prononciat per los arbitres que los habitans de la villa puescan paysser an lors bestials en la dicha devesa exceptat porcs ainssi coma usan en lautre terre de Riols mas que non agia glans en la dicha devesa.

Folio 8. *Dels sergent.* — *Item* sobre aysso que los consols

(1) La Roussille, paroisse de Lignères, commune de La Salvetat.
(2) Nom de lieu : Lègue ou Règue, même commune.
(3) 11 Mai.

ho sindics disian et affirmavan que los serviens de Mouss Labat no devian penre negun salari dels habitans de la villa per cause de citar ho penhorar sos adversaris en la dicha villa fout pronunciat per los dichs arbitres que los serviens dayssi avant no Recipian neguna causa dels habitans de Sanct Pous per las dichas citatios

De la leuda. — *Item* sobre aysso que los sindix disian que Mouss^{r} Labat non devia levar ny penre neguna lenda ni cops dels habitans de Sanct Pous en la terra de Riols fout pronunciat per los dichs arbitres que los habitans de Sanct Pous no sian tenguts de pagar leuda ny cops de neguna cauza que sia estade leudada a Sanct Pous

De pescar en la Rybieyra communa. — *Item* sobre aysso que Moss^{r} Labat avia fach cridar a vots de trompa que neguna personna non ause pescar en la Ribeyra communa Las telanas en aucun temps devedat fout ordenat per los dichs arbitres en la carta ho trobarets.

Folio 9 — *De exequter pour les tailhas* — *Item* sobre aysso que la Universitat dizia que las penhoras prezes ho prendedoyras per las talhas no se devian rendre per los curials de Mouss^{r} Labat non appellada partida fout ordenat et pronunciat per los dichs arbitres que las dichas penhoras non sian rendudas ny restituadas per los curials sino que premeyramen sian appellatz davant lo juge Los Tailhares et sindics et auzis en lor rayso sommairement et de pla et las penhoras prezes se demoro tant que sia conogut per la court.

De vendemiar — *Item* sobre aysso que la Universitat dizia que non deu esser donar per la eourt negun empeichamen en aquels que volon vendemiar et que alcuns avian donat argent a la cort, et coma fos causa fora de razo que largent donat per aquela causa fos restituit fout pronunciat et declarat per los dich arbitres que Moss^{r} Labat rende et

restituisca las pecunias prezas per aquella causa et que dayssi avant degun non ause vendemiar entro que los autres de la villa vendemian sans licentia de la cort

De las mesuras — *Item* sobre aysso que la Universitat dizia et demandava a Mouss^r^ Labat que el tengues sufficiens mesuras de totz la cuberta de las pilas aqui ont es acoustumat en la villa de Sanct Pous continuadamen mesurar et tener aqui per lo dich Mouss^r^ Labat cops et 3 cops leals et aqui sian mezes en ayssi que XLIII cops fassan una pila et en los molis fassa tener juxtas et leals ponheyras fout ordenat et pronunciat que las causas dessus dichas que los cops et 3 cops ponheyras sian bonas et leals et que en ayssi sia fach et servat.

Folio 10 *Dels forns* — *Item* sobre los forns de la villa que requirian los sindix que fossan mermats mas daquesta materia non qual parlar quar la villa ten a sa ma per que, etc.

Dels notaris — *Item* sobre lo fach dels notaris que Mouss^r^ Labat de crear may notaris, fout ordenat que attendut que en la vila non avia sinon que ung notari lo qual non podia attendre en las causas fout ordenat que Moss^r^ Labat ne provezis de dos autres notaris am protestacio que el ne pogues may mestre sy loc hy avia.

De las penas — *Item* sus aysso que la Universitat requeria à Mouss^r^ Labat que el remezes las penas pel el empauzadas sobre aucunas preconisations per el fachas las quals eron prejudiciables à la causa publiqua las quals foron Remezas.

Des libertats emologadas. — *Item* sobre aysso que los sindics per els et en non de la Universitat requeriron al dich Mouss^r^ Labat et al monestier que totas libertats et franquezas donadas et auctriadas per el et per sos predecessors el confirmes ratifiques et emologues las quals foron Ratifficadas per lo dich Mouss^r^ Labat.

De compromis — *Item* sobre aysso que quant una plaidegaria fos meza en compromes que los compromissaires puescan Recebre instrumens testimonis an sagramen sans licencia mas que si era cas que convengues aver testimonis ho paussas que aquels sian compellits per la cort del senhor

Folio 11. *Del camby.* — *Item* sobre aysso que los syndix et autres habitans en la vila de Sanct Pous poguessen tener taula de Cambi en la vila fout ordenat que tenes fau exeptat xl jours.

En une carta am talh Senahl C que commence : anno Domini millesimo ccc° lxx° vii° Domino Karolo Dei gratia Rege francorum regnante die xxviii° aprilis noverint universi, etc.

Dels herbatges de Riols. — En la qual carta conte que los habitans quistables de la vila de Sanct Pous puescan et valhan dayssi avant et per tos temps mettre et far mettre per familiars que puescan paisser jazer et pernoctar de dia en de mielhs liberalmen sans pena et sans licencia de negun en la juridictio et terra de Riols lus bestiars, lainis, cabris, bovis et azems et totz autres bestiars exeptat porcs en ayssi coma las personas et gens de Riols fan delsquals porcs metedors en la dicha terra. A causa de paisser en la dicha terra los dichs de Sanct Pous et juridictio daquella los dichs de Sanct Pous dizen aver cartas et coustuma et libertat ayssi coma es encartat en lo libre de las costumas de la vila et sobre la playdegaria et le teymogne per aqusta causa en la cort Real de Bezers *silentium perpetuum diversis partibus imponent.*

Folio 12. En una carta ental Senhal D que comenssa : « in Dei nomine amen anno incarnationis ejusdem millesimo ccc° xliii° (1) illustrissimo principe Domino Philippo Rege

(1) 3 janvier 1343.

francorum regnante die tercia mensis januarii noverint universi, » etc.

Dels arbres de la terre de Riolz. — Que coma la Universitat de Sanct Pous et habitans daquella fosson en pocessio et saisina et sans contradicio neguna de lenhar et lenhas far qualas que sian sens negun ban ny pena sia verda ho sequa trencar et fendre et ambels aportar a lor volontat et portar a Sanct Pous ho en autra pars en tota la terra et destrech de Riolz et trencar en tota la dicha terra tots albres à pe et assima et en lus propres uzes applicar et lo dich Moss^{r} de Sanct Pous dizen et afferman et negan totas las cauzas par la civitat propauzadas.

Folio 12. *Dels devezas de Riols.* — Dizia may et affermava la civitat de Sanct Pous, que coma Moss^{r} de Sanct Pous et sos predecessors aguesson donada en lo temps passat alcunas devezas en la terre de Riols, la qual causa era en grand prejudici et damnage de tota la terra, et en las dichas devesas mezas penas, et bans de novel mezes, los habitans de la villa de Sanct Pous demandavan esser revocadas et anulladas, et Moss^{r} Lavesque dizia lo contrari que el et sos predecessors eran en possessio, et saisina de tot lo contrari. Tamden dels debats et questios mogudas, et de las causas deppendens et emergens daquelas cascunas de las partidas volens venir a pacts, et bon accordi, et sobre aysso lo discret maistre Bernat Garrigue notari et procuraire de Mouss^{r} de Sanct Pous, et del venerable capitol de Sanct Pous, en aysso special poder aven, et dautra part R maistre Darde serven, Steve de Amelhau foue sindix de la villa de Sanct Pous, se compromesero al dich, et pronunciatio dels discrets senhors Moss^{r} Steve Boscarel official de Sanct Pous, Jacme de Rollan bachelier en leys, et Pierre Roger Monge, coma arbitres, et amiables composidors, los quals arbitres pronuncero deffiniro, et declarero en la forma que sen sec:

Folio. 13. *Libertats de Riols.* — Que dels albres appellats Euses, Aladerns, Royres et Brouts los habitans de la villa ni non puescon, ni ausen trencar, ni penre lenha verda en la dicha terre a pe, ni assima sinon tant solamen branquas, et que la mayor branca per sima demore sinon per edificis, ho reparatios dhostals, molis tinas, baycels, payceiras, arquas, tenhedors, et bezals, et per autres edifficis, o reparatios, et que en cas puescon penre et portar tots albres, et lenha verda, et sequa a pe, et assima et branquas sens neguna pena, exeptat empe arbres que sian prox de las maysos, en las qual maysos dels masoyers principals fassan far et fuoc, et tota la terra per dez canas; es aysso ajustat que los dichs arbres per las causas et edifficis dessus dichs sian convertits et no en autra causa, et en aquel cas que neguna persona sia trobada fasen lo contrari de las causas dessus dichas, es tengut de las penas aqui autriadas, et que neguna persona de las dichas fuscas non ause vendre ny gitar fore de la terre de Sanct Pous sots pena de LX sols tourneys, et en la forma et maneyra que los habitans de Sanct Pous an en la terra de Riols, et que los habitans de Riols agan et puescan gausir en la terra de Sanct Pous coma aquels de Sanct Pous en la terra de Riols.

Folio 14. *Del deveses devesar.* — *Item* sobre lo fach dels devesas donadas sa entras per los dichs senhors fouc prononciat et declarat per los dichs arbitres que en aquel cas las devesas donadas per el ho per sos predecessors sa entras sian damnosas ni prejudiciables als habitans de Sanct Pous al jutgamen de dos bos homes et prodhomes no sosperhoses elegis o elegidors et avedors per lo dich Mossr de Sanct Pous de quatre homes de Riols premier nomnats per los de Riols ensems et autres dos prodhomes de Sanct Pous elegidors per Mossr de Sanct Pous non sosperhoses que al dich daquels la causa sia reparada aven sagramen dels.

De ce mesme. — *Item* si quas aveuia que lo dich Moss^r^ de Sanct Pous ho ses predecessors dayssi avant volguesson donar negunas devesas en la dicha terra de Riols, que premeyramen agan a far crida a vots de trompa per lo loc de Sanct Pous que si hia neguna persona que vuelha dire que aquela devesa sia damnosa ni prejudiciable que vengue dedins quinze jorns facha la preconisatio et vengue dire et allegar del prejudici de las dichas devesas que sia mes en quatre prodomes elegidors et sian prodomes et non sospechoses, et que los dichs quatre prodomes o la major partida daquels dison que las dichas devesas se puescan donar sans prejudici ho digue que Moss^r^ pot far sans prejudici.

Folio 15. *De ce mesmes.* — Et encontenen Moss^r^ Levesque las causas pronunciadas et declaradas per los dichs arbitres en auta vots confermet et emologuet.

En una carta en tal senhal F que comensa « in nomine Domini noverint universi presentem paginam inspecturi, quod cum inter Dominum Pontium dei gratia Sancti Pontii thomeriarum abbatem, et conventus ejusdem loci ex una parte, et universitatem habitantium in villa Sancti Pontii ex altera, super quibusdem capitulis continent » (1).

En la dicha carta son contenguts los privileges et libertats donats et auctriats per lo dich Moss^r^ Labat en la forma que sen sec.

Folio 16. *Dels forns.* — Premeiramen dels forns de la vila, desquals forns non cal pus aver debat car la vila los te a sa ma.

(1) Cette Charte appartient au XIII^e^ siècle. Pons, abbé de Saint-Pons, n'étant pas qualifié d'évêque, il ne peut s'agir que de Pons I^er^, de Pézenas, abbé de 1243 à 1252, ou bien de Pons II, abbé de 1256 à 1273. (*Hist. du Languedoc*, t. V.)

De pena et confisq de bes. — *Item* que si alcun homme de vila era condemnat a sostener pena corporal, que los bes no sian confiscat al senhor per aquel cas.

De pes de vendemia. — *Item* que la Sannida de vendemia que se appella Sanniada vendedissa, que se ven, ho se pague per los usatges, non deu pezar entre las semals et la vendemia sinon IIII q. XX° LL.

Dels herbages. — *Item* que bestiars grosses et menuts dels habitants de Sanct-Pous puescan paysser en los erbatges et pasquiers sans neguna pena en la terre de Riols, exeptat porcs.

Dels erbages de la Salvetat. — *Item* que Mouss^r de Sanct Pous non deu vendre ni logar erbatges, ni pasquiers en la terre de la Salvetat (1), en los locs dits de Lequa (2), ni de Linyeiras (3).

Deymes de vendemia. — *Item* que cascuns es tengut de portar los deymes de la vendemya de Sanct-Pous et de Riols al cellier del senhor.

FOLIO 17. *Dels jornals dels podaires.* — *Item* que los podadors et fougadors de las vinhas son tenguts de donar ung jornal al senhor ho deux deniers per lo jornal, de Caramentrant entro Rampalin, et que sia adoptio daquel que dona lo jornal, et que si en aquel hostal avja may de gens non es tengut de donar sino los deux deniers.

Des molins. — *Item* que a cascuns avens molis en la Rybera de Sanct Pous puesca et li sia legut de tarir los besals dels dichs molis per reparatio dels dichs molis senes frau, et sé se troba peys en los dichs besals los pod penre et portar senes neguna pena.

Item que cascuns que pague usatge per los molis.

(1) Nom d'une commune de l'arrondissement de St-Pons.
(2) Régue ou Léque, commune de la Salvetat.
(3) Lignières, id.

Item que quant las donas veusas tornaran en nupcias son tengudas de donar a la cort per C souts melgoyres, XVIII deniers.

Dels mesures tasquarenques. — *Item* del Eyminal tasquarent an lo qual las tasquas se levon, que demore en sos termes.

Del deyme de Salessas. — *Item* del deyme del Vinhier de Salessas (1), que ce porte al cellier.

FOLIO 18. — *De la devesa de Ardoana.* — *Item* que lo prior de Riols puesca et dega amassar en la devesa de Ardoana (2) per tres jorns las glans a sos ops, et passat los dichs tres jorns que los habitants de la vila de Sanct Pous puescan amassar en la dicha devesa las glans et que cascuns daquels que en la dicha devesa amassaran glan es tengut de donar ung jornal al senhor.

De la devesa Casealana. — *Item* que quant la glan sera amassadoyra en la devesa Casealana (3), que cascun habitant de la vila de Sanct Pous sia legut de amassar las glans en la dicha devesa mas que cascun daquels es tengut de donar ung jornal al senhor.

De ce mesures. — *Item* que los porcs habitans en la vila de Sanct Pous puescan paysser en la dicha devesa en pagan per pasquier per cascun porc tres mealhes mas porc estranc non y deu paysser.

Del masel. — *Item* del fach del masel que cascun sia tengut de far masel en las taulas del masel.

FOLIO 19. *De Carolha.* — *Item* que lo prior de Riols no n puesca daissi avant amassar figas en lo vinhier de Carolha (4).

De vendre fustas. — *Item* que neguna persona no puesca

(1) Salessas, nom de lieu.
(2) *Ardoana*, nom de lieu.
(3) Casealana, (voir plus loin).
(4) Caroulio, jadis Carolhan, commune de Riols.

pendre ny ause vendre negunafusta de vaycela de Royre fora de la vila sinon que sia obrada et perficida.

Dels carpenties ou fustiers. — *Item* que Moss^r^ Labat ni los seus puesca dayssi avant penre ny removre negun maistre carpentrie fustier ho autre que agia comenssat neguna hobra dels habitans de Sanct Pons sinon an voluntat et gratia daquel que aura comenssada la hobra tant que sia perficida.

De las flequeyras. — *Item* del fach del pa de las flequeyras que sera trobat que no sera de pes, sia donat als pauvres en la plassa et no en autra part.

Del talh. — *Item* que quant un talh sera endich en la vila de Sanct Pous, que aquel que sera elegit a levar lo dich talh, puesca elegir et nonmnar ung home no suspect a penhorar, et far pagar lo dich talh.

Folio 20. *De non contrevenir contra los de la vila.* — *Item* que Mouss^r^ Labat ny los seus aven neguna administracio, ho offici en lo monestier, ny negun per els dayssi avant non vengue per lor actoritat contre la tenor dels instrumens per el ny per los seus antecessors autriats, *nisi hoc fecerit ex causa precedente sive inter cognitione.*

De la mesura. — *Item* que dayssi avant Leminal, et la carteyra sian liats et estacas pres de las pilas per mesurar lo blad.

Del carbon. — *Item* que los mazoyers de la terre de Sanct Pous et Riols dayssi avant puescan vendre de lur bosc a far carbo als Fabres et autras personas per carbonar, et lenhar an tala condicio que pagan al senhor halmen la quinta part del pretz.

De justitia de crim. — *Item* que cascun que sia legitiamen condamnat o pres en las Cassas per fach de adulteri, que agia elegir de composir am la court en la melhor

maneyra que poyra per aquel crim, ho publicamen corrisca la vila et am aquo sera quict (1).

Opus. — *Item* que la Universitat dayssi avant non sia tenguda a Mouss^r^ Labat ny a son monestier, *occasione opus non facti vel minus plene facti seu refecti vel dampni dati in monestario.*

Folio 21. *Del forescapi de las honors.* — *Item* pronunciero diffiniro que de las honors dadas a marit ho molhier per causa de dot no sian tenguts de donar forescapi a la cort.

Dels liechs des morts. — *Item* que per los liechs dels morts que si la persona es cebelida am processio, et capas de ceda, pague al camario per la flessada v sols, et si es cebelida am albes et processio pague al camerio per la flessada IIII sols, et si era cebelida sans las causas dessus dichas, mas que sonon las campanas majors pague al camarie XVIII D., et si es pauvre que non agia bes de qne pagar que en aquel cas non pague res.

De vendre drap. — *Item* que negun home estranch no puesca vendre negun drap a talh en la vila.

Del deyme dels fromages et fructs. — *Item* que coma Mouss^r^ Labat demandava deyme de molis, de fromatges, et de tota maneyra de fruchs, et de tota causa special que espectes a la gloria, aquo demoret que estas en sos termes sans neguna declaratio.

En una carta an tal Senhal G trobaras que commenssa : anno Domini millesimo CCC° XVIII° die XIII decembris intitulata die decima octava kal. januarii Domino, Philipo Rege francorum regnant, et ci avant trobaras que sen sec.

(2) Les individus convaincus d'adultère étaient fréquemment condamnés, dans l'ancien droit, à courir la ville tous nus et à être fouettés.

Folio 22. *De las franquesas.* — En la qual carta se contenon las franquesas et libertats donadas et auctriadas per Mouss^r^ Peyre evesque de Sanct Pous, de gratia special, et par los servises, etc.

De la devesa de ardona et caselana. (1) — Premeyrament que quant las glans de la devesa de ardona, ni de la devesa caselana seran amassadoyras, que lo senhor non las fassa cuilhir, ny amassar, ny paysser en sos porcs, ny en autras bestiars, entro que publicamen sia alargat a tota gent.

De justitia. — *Item* que neguns homes de Sanct Pous, quals que sian no sian pres ni encarcerat per batemen, ni per Sanc que es appellat sanc simple (2), am que paga VII sols de pena ho done fermanssa.

Del bestial. — *Item* que negun bestiar quals que sia dels homes de Sanct Pous, ny de las pertenenssas, no pague escorenssa en la terra de la Salvetat (3), ny en tota la terra de Sanct Pous si era escapat, mas que pague lo ban acoustumat.

Item que negun home ny femme de Sanct Pous no es tengut de pagar personatge, ny carcelatge quant sera mes en carce sinon que composis al senhor.

Folio 23. *Dels forestages.* — *Item* que los forestages que lo senhor levave dels boscs davant caramantran XV jorns, que dayssi avant sian revocats.

De paysser. — *Item* que totas personas puescan paysser las rastolhas an leurs bestiars dayssi avant.

Del serviens. — *Item* que los servens del senhor agan a citar, et penhorar tota persona de Sanct Pous, quant per qualque persona de Sanct Pous sera requiris, per un denier, et que lo pague qui lo requerira.

(1) La devèze d'Ardouane et la devèze Caselanc.
(2) Sanc simple pour blessures simples.
(3) La Salvetat.

Folio 24. *De las talhas.* — En una carta que trobaras aytal Senhal H que comenssa « anno Domini incarnationis Christi millesimo cccº xxxº ixº, et die xxi mensis octobris Domino Philipo rege francorum regnante » (1), et per ordonnansse facha per la cort Real de Bezers, que coma Steve de Tarbouriech (2) viel de Sanct Pous fos penhorat per Peyre Falgosa (2) servien de Riols en una flessada, et una payrola, et una pinta d'estanth, losquals penhoras foron preses a requesta de Guilhem Vuern (2) levador de las talhas de Riols, et bayladas a vendre a Johan Fuzier (2) encartayre de Riols et de fach foron vendudas a requesto dels homes de Riols per raso de las talhas per los emnobles que avia lo dich Tarbouriech en la terre de Riols; fout ordenat per la cort de Bezers et consenten los homes de Riols que dayssi avant no fosson compellits a pagar de neguns bes que los homes de Sanct-Pous an en la terre de Riols sino à Sanct-Pous, ni los de Riols aven bes en la terre de Sanct-Pous no sian tenguts de pagar a Sanct Pous sino à Riols.

Et los de Riols foron condampnat a pagar aldich Steve de Tarbouriech per los despens que avia fach lo dich Steve de Tarbouriech ho son procurayre à c sols tourneys.

En una carta an tal I que comenssa « anno incarnationis Christi millesimo ccº xlviiº regnante rege Ludovico » trobaras las franquesas libertats donadas, et autriadas per Mouss^r Labat de Sanct Pous, et per lo couven del dit monestier (3).

Folio 25. *De justicia de sanc simple.* — Et premierement statuit et ordonet que dayssi avant la sua cort, ny autra

(1) Philippe VI de Valois, roi de France (1328-1350)

(2) Etienne de Tarbouriech, Pierre Falgouse, Guilhaume Vergne, Jean Fuzier, noms d'hommes.

(3) Louis XI, roi de France, 1247.

persona per el non leve justicia de sanc (1) que se appella sanc simple, sino que aquel sanc sia faict en fer, fusto peyra, et si aquel sanc es fach per aquella maneira que en aquesta vila es acoustumat empero de sanc simple, si es fach en la forma que dessus facha complautza a la cort, et pada adonc, es tengut de VII sols.

De penhorar. — *Item* statuit et ordenet que negun bayle, ni serven, ni negun autra qualque sia dedins los termes del dich monestier, non ausa penhorar, ni Lenh ostar a neguna persona apportans en la villa de Sanct Pous dels boscs de la dicha terra, exeptat dels boscs et devezas de Serinha (2), et de la deveza castalana de Cornho (3), et de Banassa (4), sinon que fos als avens de nostro senhor, et en XV jorns que son davan caramantran tant solamen, et adonc poyran penhorar per forestage acostumat, et aquels que trobaran dedins lo bosc, et non defora.

Del deyme dels aignels. — *Item* de deymar anhels, cabrits, foc ordenat que se deymesso en la forme que es acoustumat, et encartat. (5)

FOLIO 26. *Dels testamens.* — En una carta an tal Senhal K que commence « in nomine Domini anno dominice incarnationis ejusdem millesimo C° LXX° tercio et reliqua » Moss^r R..... (6) abbat de Sanct Pous, et per el, et per sos successors

(1) Blessures simples.

(2) Sérignan, bois près Saint-Pons.

(3) *Cornho* aujourd'hui *Courniou*, commune de St-Pons.

(4) Banasses, ancien ténement dans la commune de Riols.

L'emplacement de la dévèze Cazelane a été une des causes du grand procès entre la ville et le chapitre, de 1718 à 1787. Le texte ci-dessus était invoqué par la ville qui voulait que cette dévèze fut située près de Courniou, tandis que le chapitre prétendait qu'il y avait erreur ou inexactitude dans le titre, et qu'il s'agissait de Cassilhac, terre de Riols. (Archives municipales de 1718)

(5) Archives municipales de 1718.

(6) Raymond II de Dourgne, abbé de St-Pons 1153-1181). An 1173

am conseilh et voluntat de sos priors ot monges, donet et constituit a tots los homes et femnas habitans en la dicha vila presens et ende vendors, que puescan et lus sia legut de lessar tots sos bes mobles et non mobles a sos proxis sian de payre o de mayre entro al quart gra, sens licencia de la cort, et otra lo quart gra sia legut en aquels Layssar sas honors et pecunia sia propida o no propida (exceptis militibus et filiis militum et servientibus potestatem) (1), et aquel a qui volra layssar sas honors done dacapte a la cort de las honors de c sols valen done xv sols per accapte et en ayssi sia fach dels magors et dels menors.

De ce mesmes. —Et si alqun ho alquna moria entestat ho ses far gasi, vengon los bes al pus prox da et prengan tots los bes daqueste entestat entro al ters gra senes conselh de la cort exeptat cavaliers et fils de cavaliers et serviens de potestat.

Item fouc ordenat en un capitol que disen ayssi « *propterea constiuimus, et omnibus placitis ex quibus justitia data fuerit aut emenda facta fuerit, ut curia habet tertiam partem tali ratione ut si esmendat* xv *sols curia habeat* v *sols et sic de omnibus majoribus et minoribus fiat.* »

Folio 27. *De justitia.* — Et bannum percussionis quos curia petebat non reparatur donec causa sit diffinita, et ille qui probatus fuerit de percussione solvat bannum. Similiter qui se conqueretur de percussione in curia et non poterit probare solvat bannum curie.

Dels sobrestaires. — En una carta am tal Senhal L trobaras en quala maneyra la sobrestaria dels draps que se fan en la vila de Sanct Pous per anar vendre en las fieyras, ny quant deu pesar la troqua, ny quant deu aver la troqua de

(1) Exception banale relative aux chevaliers, à leurs fils, et serviteurs dont on redoutait les violences.

lonc, ny quant deu pesar quant sera ordida; le drap quant deu pesar quant sera tesqut, ny de qualas lanas deu esser, et bel cop dautras causas et de capitols que se contenon en la dicha quarta, et las penas que devon pagar tots aquels que no faran leales los dichs draps ni quant de temps y devon estar los sobrestaires, ne quant devon aver per los trabals.

Folio 28. *De libertats de crims.* — En una carta que aytal Senhal M se conte que Moss^r^ lo evesque, lo capitol, nobles et autres de Sanct Pous, de la Salvetat, de Riols, Ferrieyras, Ginestas, que lo senescal de Carcassona non los puesca traire per negun crim criminal o civil sino en la cort de Bezes, teneu les assisas a Bezes ho seria per via d'apel ho deffaut de justitia.... mille liures que an donat. (1)

Dels cossols. — En una carta que aytal Senhal N se conte una requesta facha a levesque per los habitans de Sanct Pous : que plagues a levesque que los provesis de cossols o governadors vesan que per la vegada non avia ges, et aqui meteys es la resposta que lus fos facha per lo dich evesque.

De l'hospital. — En una carta que aytal Senhal O, fay mensio cosi lostal, et tot lo possessori del hospital es en protectio, et salvagarda del rey laqual concedit Moss^r^ Phelip rey de France (2).

Dels sendix. — En una carta que aytal Senhal P, que los prodomos de Sanct Pous agueron recors a la cort de Bezes

---

(1) Allusion à la Charte de 1340, citée plus haut, pour laquelle les habitants de Saint-Pons avaient donné 1,000 livres.

(2) Une ruelle de Saint-Pons porte encore le nom de l'Hospitalet, le monogramme gothique du Christ est sculpté sur le fronton de la porte. L'emplacement est occupé par la salle d'asile du couvent Saint-Joseph.

quar lo senhor no volia auctria sendix sobre certans articles que eran necessaris a la comunitat de Sanct Pous, et per so vent un comessari de Bezes loqual apouchet am lo loctenen de viguier, loqual se appellava maistre Thomas vintro (1) que foron donats sendix sobre los dichs articles.

Folio 29. *De agir contra Labat.* — En una carta aben aytal Senhal Q, sagellada de v sagels verts contenen que coma un cossol ho sendic asignet a l'encontra del abat per la causa publica et disia Labat que lo cossol ho sendic no podia agir encontra del el tot sol, en laqual carta trobaras las opinhios de v doctors, et dautras causas ben vistas en drech.

Del feyral. — En una carta aven aytal Senhal R, se conte Lescambi fach per Levesque de Sanct Pous am la viala del feyral am Lorte appellada den Amelhau (2).

Dels sindix de Labat. — En una carta aven aytal Senhal S, se conte cosi la Universitat de Sanct Pous Requerit et feron procurayres a demandar sendix et coma plus a ple se conte en la dita carte.

En una carta aven aytal Senhal T, conte una transacio facha entre lo abat et la viala sobre alcuns articles de que la viala se rancurava et premeyrement :

Folio 30. *De las leudas.* — De las leudas coma en autres instrumens faict mencion.

Dels pezes. — *Item* parla dels pezes de fedelenza de cauts, de lenha, com cascun la pot far pezar ses asseneprar lo senhor ni son pes.

De lescolhe. — *Item* parla des privileges que an los habi-

(1) Thomas de Vintrou.

(2) Le jardin de la Mourgou ou jardin Guillot, séparé du Foiral par la rivière.

tans de la vila de far ensenhar los enfans, et de las escolas coma dessus es dict en un instrument senhat per A.

Dels ortalessias.— *Item* parle la manyera de levar las ortalissias tant per lo vicari de Sanct Martin, que per lo capitol. (1)

De las nupcias. — *Item* parle dels drechs que deu levar lo vicari de Sanct Martin, de las Nupcias.

De deymar garbes. — *Item* parle de la décimas, et de la maneyra de decimar may que non declara ges del nombre de las gerbas ny de cant de nombre se pague lo deyme et la tasca

Dels couraties. — *Item* parla dels couraties cosi, la vila los deu présentar al senhor, en apres trobaras, aqui meteys tots los sallaris que devon prene de las mercadoyras que per los dichs couraties se vendran.

Folio 31. *Leuda de lanha.* — *Item* parla de la leuda de la lana que los marchands, o autres de la viala farian portar defora viala per fialar, et dels abuzes que fariam los arrendadors de las ditas leudas.

De forns de caus. — *Item* parle de las libertas que la viala a a far forn de caus en la terre du capitol. (2)

Dels décrets de la court. — *Item* parla de la libortat que lo abbat donnec a la viala sur lo fach dels decrets de ses cours tant spirituals, que temporals que en tot acte, que fos entrepauzat lor décret, que tant solamen per cascum decret se pagues v sols, quant seria petite soma, et petita causa de pauc de valor que adonc la cort agues regard a ne levar mayns.

(1) Le Chapitre était Curé primitif de l'église paroissiale de Saint-Martin du Jaur, desservie en son nom par un Vicaire.

(2) Les terres du Chapitre ou abbatiales étaient dites au moyen âge, terres des Croix, parce qu'elles étaient bornées par les Croix de Brassac, le Lauzet, St Barthélémy, Ponderach et Pongues.

De pescar. — *Item* parle de la libertat de pescar que a la viala exceptat los devezes del senhor.

De lavar caussinad. — *Item* parle de las penas que fes mettre lo dit senhor en la Ribieyra de Jaur (1), sur lo fach de agar partilladas maladas caussinadas en la dicha Ribieyra de Jaur sino que per lo temps declarat en la dicha carta.

Folio 32 *Des sindix.*— En una carta que aytal Senhal U que conte le nombre des habitans de Sanct Pous que podon elegir sendix per la Universitat en somme de cinquante personas.

De ce mesmes. — *Item* conte que se lo abbat no los volio amettre aquels que seran creats sindix par la dita Universitat, et facha a el la requesta, premeyrament se lo dit abat recusava a son loctenen de procedir a lavan, que passats xv jorns la dita Universitat puesca elegir per aquella vegada, sans far deguna autra congregation sendix, et que aquella elexio et vocation valha prestar per los dits sindix sagramen sobre lautal de Sanct Martin de Sanct Pous (2).

Dels privileges. — En una carta en tal Senhal X se conte lo vidimus dels priviliges que a la vigueria de Bezes confermats per los Rey passats. (3)

De Sanct Blaize. — En una carta an tal Senhal Y se conte que los sindix, et bailliers de l'hospital devon mettre ung cappela en la capela de Sanct Blaize, en la gleysa de St Martin.

Folio 33. *Sindics.*— En una carta an tal senhal Z se conte que los habitans de la vila impetreron alcunas lettres de la

(1) Le Jaur, nom de la rivière qui prend sa source à St-Pons.

(2) Saint Martin était le vocable de l'église paroissiale de St-Pons, aujourd'hui magasin de bois.

(3) Allusiou à la Charte de 1340.

court Real de Bezes contenant que coma lavesque ne lur volgues auctria sendix, mandan lo dit viguier de Bezes al viguier de Sanct Pous que lur agues a donar licencia de crear sindix en la forma, et manyera que era estats accoustumat de far en tals actes, autramen lo dit viguier de Bezes y proveziria.

Dels forns. — En una carta an tal senhal AA se conte lo gausenhatge dels forns de la vila de Sanct Pous fachs par Moss^r de Sanct Marc.

En una carta an tal senhal BB se conte quo son VI cartas de las gaurensas que an los habitans de Sanct Pous en la terre d'Angles (1), coma plus a ple se conte en las dichas cartas.

Del feyral. — En una carta an tal senhal CC se conte la aquisissio del feyral, et de la plassa, et d'autres terminis per tenir lo mercat lo disapte en la viala de Sanct Pous, et a la fieyra, et lo banh que deu pagar un porc quant se troba en malle facha que es VII deniers per porc, coma plus a ple faut mencion en la dicha carta. (2)

Folio 34. *De las murailes.* — En una carta an tal senhal

---

(1) Angles, chef-lieu de canton du Tarn ; son territoire et celui de Labastide-Rouairoux ont été démembrés du district de St-Pons, en 1794, en échange des communes de Roquebrun, Vieussan et Colombières, cédées par le district de Béziers qui a reçu en compensation le canton de St-Gervais du département du Tarn.

(2) Le mercredi est actuellement le jour du marché, qui se tient à la Halle, bâtie il y a trente ans, sur la rivière près le Foiral. L'ancienne halle dite dans le texte « Cuberta de las pilas », et ses alentours « la plassa », n'ont conservé que la vente de la boucherie, poisson, fruits et légumes.

DD se conte que coma las murailhas de Sanct Pous et los portals et las cavas aguesson mestier de reparatio, et en las ditas muralhes agues fenestras, et portaleyras, et d'autres empechemens, fouc mandat et commandat de per lo Rey al viguier de Sanct-Pous, que de par lo Rey el agues a commandar als sendix, et habitans de la viala de Sanct Pous sus pena de corps et de bes, et sur lo juramen de fideliat per loqual juramen eran al Rey de Franssa ; et sur tota autra pena la cal poyrian encorre a l'encontre de nostre senhor lo Rey, et lo dit viguier de Sanct Pous, vistas las pettras Reals et los dits commandemens, a el faut se offrir a far los dits mandamens, et de far far las causas per que ly eron mandadas et commandadas de far far. (1)

Folio 35. *Del pont de Rauzots.*— En una carta an tal senhal EE se conte la forma et maneyra cosi fout baillat lo pont de Rauzots (2) a edificar en la maneyra que es, et que costet de far nonante L, fouch fach l'an mils ccc xix regnan le rey Phelip rey de Franssa et de Navarra.

Folio 35. *De la botique de Montanhac.* — En una carta an tal senhal FF, se conte la adquiricio facha per los sendics de la boutique de Montanhac dareyramen aquirida. (3)

Dels sindix.—En una carta an tal senhal GG se conte que la Universitat de Sanct Pous fec requesta al dit abat que luy

(1) Ces travaux eurent lieu en l'année 1313 aux frais de la ville et de la banlieue. La ville moindre, Cavenac, Condades, Combelianbert, Cartouyre, Usclats, pour les fortifications de la rive droite du Jaur ; la ville mage, Brassac, Marthomis, Courniou, etc., pour la rive gauche.

(2) Année 1319. On trouve là l'origine du nom duchâteau actuel de Ponderach. Le vieux pont, quoique bien ensablé et détérioré, existe encore.

(3) Nom de famille.

plagues de lus amettre sendix, autramen protestarion de aver recors a Moss^r^ lo senechal de Carcassonne, et a la cort Real de Bezes.

De los sermens al Rey. — En una carta an tal senhal HH, se conti cossi Moss^r^ lo viguier de Bezes fouc comes par Moss^r^ lo senescal de Carcassone a penre, et recebre sagramen de fizeltat de las personas nobles, et prelats, et de las personas dels locs de la dicha viguerie de Bezes, o de certans personages dels dichs locs aven poder et potestat per las dichas Universitats, et locs de jurar, et de prestar lo dit juramen, et fizeltat al dit Moss^r^ le viguier de Bezes en nom de nostre senhor lo Rey de Franssa.

Folio 36. *De ce mesme.* — *Item* se conte en la dicha carta que per la dicha cort de Bezes foron citats et compellits los sendix de la Universitat de Sanct Pous a prestar lo dit juramen et fizeltat, et comparagueron los dicts sendix à Bezes, et lo dit juramen et fizeltat presteron en la maneyra que sen sec : (1)

Et premeiramen que nos serem dayssi avan bons fizels et lials perpetuellement a nostre senhor Phelip rey de Franssa et à sos successors.

Secondamen que nos ne seren en fach, ny en dich, ny en conseilh que lo dit nostre senhor Rey, ny sos successors lur ne puesca y venir mal, may se atal cas venia à nostra notissa nos los ly farian asaber a el, o a son conseilh per qualque message expres.

Tiercemen que tot son realme del dit nostre senhor Rey et dels seus, ajudarem à deffendre à nostre poder.

---

(1) Cette charte est importante en ce qu'elle est le monument de la réunion des habitants de St-Pons à la couronne de France. On remarquera la belle formule du serment de fidélité.

Folio 37. — Quartemen que pour conservar lestat et la honor de la couronne del dich nostre senhor Rey de Franssa expauseren las personas, et los bes contre tot home que puesca vivre o morir.

Quintemen que to lo conseilh que nos ly poyren donar ni el nos demandara, que fizelmen seguon nostre discretio farem, et ly donarem.

Sextamen que los secrets del dit nostre senhor Rey a nos autres comezes, a degune personne sans sa licencia non los manifestaran.

Septimamen que so que al dit nostre senhor Rey sera possible, et fassial non lo farem impossible, ny en possial.

Octavamen que los VII articles dessus dichs aurem tos temps en memoria.

De las galinas. — En una carta an tal senhal II, se conte coma Labat an los monges foran contens que de una galina que lavava Labat sobre cada fuoc de la Universitat fouc accordat a tres deniers tourneys. (1)

Folio 38. *De la tailha del Rey (2).* — *Item* en una carta an tal senhal HH, se conte cosi los sendix de Sanct Pous am los conseilhiers aviam facha una tailha par donacio facha al Rey, et quant levavan la dita tailha dels habitants de la viala, vengueron los corriens et messatgiers del monestier,

(1) Voir procès de 1718. — Arch. mun.

(2) Il s'agit probablement de quelque don au roi Jean, pour les dépenses de la guerre de cent ans. Le désastre de Poitiers et la capture du roi (1356) avaient produit une vive impression, dont nous pouvons nous faire l'idée. A la faveur de la grande guerre, les Ribaux et autres aventuriers désolaient la province. Les communes du Languedoc s'assemblèrent fréquemment pour voter des levées et des subsides, et traitèrent directement avec les sénéchaux du roi.

Dans ces circonstances extrêmes les pouvoirs municipaux devaient croître en importance et se trouver en conflit avec les autorités seigneuriales, comme on en voit un exemple.

et maliciosamen enjuriosamen lur ostero als dits sendix, et levadors, et non remens los feron ajornar per davant lo vicari del monestier, et quant los dits volgueron compare, et compareyron lo dit vicari lur demandec una gran emenda per so que avian tailhada la dita tailha sans son congec, et els se offrizion de estar a Raso et drech, et adonc lo dit vicari los fec prene violanamen et deshonestement, et los tenec en carce tota una nuecg.

Item lo journ a prop de la nueg vitupérosamen fec penre los conselhiers, et los mettre en la carsse, et a qui los tenec tots per aquela nueg sans draps, ny cuberte, non obsant que fech grand frech coma se fussan leyrons ho Ribaux.

Folio 39. *Item* los dichs sindicx sen aneron après requerir a Moss^r^ le senescal de Carcassonne que lur amenes tres justitia daquel vicari, et daquels que talamen lor avian mal traictas, dizan que lo dit vicari par diverses et plures actes en ayssi coma se apparia de hun homme appellat Peyre Fumat, et son filh, et de Girart Rozart, que tallemen les avya pertrautas, que an per pauc foron morts ; et se lo dit vicari o volia denegar que els opreniam a proar dels exces aquels, et autramen coma la dita carta ne parle plus a ple.

Del Teron. — En una carta an tal senhal LL se conte que comma Mouss^r^ Labat donnec a la viala lo assembie de las aygas del teron Martinenc (1), et de Seguret (2), que la viala lo pogues far venir a las grassas de oliu de la plasse, et far ne griffol ou autre artifici a lutilitat et profichs de la Universitat (3)

(1) La source du Jaur, près l'église St-Martin.

(2) La fontaine de Séguret ou des Récollets, près le séminaire actuel.

(3) La ville n'a profité de la permission que depuis une quinzaine d'années, en répartissant dans les divers quartiers de la ville les eaux du Jaur et des Récollets, au moyen de bornes-fontaines.

Del contes. — En una carta an tal senhal MM, se conte cossi deu hom far crida contra aquels de la Universitat los cals refusan rendre los contes, et cosi los sindix son a gouvernar sur aqual cas totallement.

Folio 40. *De libertats.* — En una quarta en tal senhal NN se conte la et unio que fouc facha per lo Rey a la viala de Bezes, et als locs daquela vigueria en laqual carta se content grant cop de bels articles, privileges et libertats donnes a la dicha vigueria de Bezes, et als habitans daquella (1).

De ce mesmes. — *Item* conte cossi lo senescal de Carcassonne ny les officiers daquel non podon ny devon citar ny adjournar deguns de la dita vigueria, ny los citar fore dicelle et autrament plus aple coma se conte en la dite carta.

Dels camis. — *Item* se conte en la dita carta que los ordinaris de la dicha vigueria fasson, et puescan far raparar los passes, et camis en los locs de la vigueria.

Folio 41. *De ce mesmes.* — *Item* se conte que si deguns comessaris deputats sur la reparacio dels passes, et camis venian an la dicha vigueria per usar de leur commission, que los dichs ordinaris ni autres habitants non son tengus de les admettre en alcuna maneyra a lurs commissions de las reparacions de passes et camis.

De Libertats. — *Item* se conte en la dicha carta que lo senescal de Carcassonne pour degun delict scivial, o criminal non lo pot mettre en carsse, ny gitar de la vigueria de Bezes, may aqui cal que lo dit senescal ne cognosca, ho ne determine tenen las sisas, et non en autre loc de la dicha vigueria.

Del maistre d'aygas, de forest. — *Item* se conte en la dicha carta que lo maistre daygas, et de forest ny sa cort

(1) Allusion à la charte de 1340.

non po gitar fore de la vigueria degun hapitant daquella, ny pot, ni deu tener cort ny ferialhs en la dicha vigueria, sinon en loc en que aia copia de clercs per aver sos conseilhs, o remedis per paubre gens.

Folio 42. *Des maistres d'aigas ei forests et d'Anglés.* — En una carta atal senhal OO que es petite an sagel penden se conte la confirmacio que fec lo maistre d'aygas et de forets, dels privileges caseneprivols que a la viala de Sanct-Pous en la terre d'Angles, en ayssi coma apar per prosses faits sur la dicha lettra.

NOTE

de l'Imprimeur-Éditeur.

Les démêlés perpétuels de la ville avec le monastère, suffiraient à remplir jusques à la Révolution, l'histoire intérieure de Saint-Pons. Ils ont commencé dès l'instant où la population, attirée près de l'Abbaye par la tranquillité, la sécurité et la douceur relatives qu'offrait le patronage ecclésiastique dans ces temps difficiles, s'est sentie assez nombreuse, assez importante pour jouir des institutions municipales, ressuscitées dans le Midi depuis le milieu du XII^e^ siècle et que l'on trouve établies à Saint-Pons d'une manière certaine, au moins depuis l'année 1247, date de la première transaction entre le *Corps Communal* et le Monastère, et de l'annexion du pays au royaume de France.

Les Bénédictins, investis en 936 par leur bienfaiteur le comte Raymond-Pons de Toulouse, de ses droits de seigneur et de propriétaire sur la majeure partie du territoire du canton actuel de Saint-Pons, *avec les hommes et les femmes qui en dépendent (cum suis hominibus et mulieribus)*, ont puissamment contribué à la venue d'un état nouveau, en encourageant leurs serfs et colons dans la pratique des arts manuels, de l'industrie et du commerce; en leur inféodant les terres cultivables de leur domaine, devenues les propriétés particulières d'aujourd'hui; en leur accordant des droits d'usage sur les forêts et les terres vaines et vagues qui ont

été dévolues à la commune avec les édifices de toute nature provenant de l'ancien monastère, par l'effet de la loi du 11 juin 1793.

Les habitants du pays, sortis de leur condition précaire par leur travail, leur économie et les bienfaits des moines, parvinrent à l'exercice régulier du négoce et de l'industrie, et à la possession séculaire et héréditaire de terres et de maisons moyennant des redevances aussi lourdes que variées, et la reconnaissance, à certaines époques, de leurs tenures féodales. Ils perdirent ainsi peu à peu, vis à vis de leurs maîtres, l'esprit du fermier pour prendre celui du propriétaire, et s'habituèrent insensiblement à regarder comme une condition inutile, onéreuse et finalement intolérable de la propriété les charges consenties, allègrement sans doute par leurs devanciers. Mais de leur côté, les Religieux, seigneurs de la contrée, étaient portés par leur situation même, les traditions de leur établissement et leurs souvenirs, à prendre toute modification de l'état social primitif pour une déchéance de leur autorité due à l'esprit de révolte et d'ingratitude.

L'antagonisme était inévitable et a duré aussi longtemps que ses causes ont subsisté, c'est-à-dire jusqu'à la destruction de l'ancien régime en 1790.

L'année 1100 marque l'apogée de la puissance Abbatiale. Le monastère protégé par les comtes de Toulouse, honoré du lointain roi de France, respecté et enrichi par les vicomtes des alentours et autres grands et petits seigneurs, et digne de tous ces hommages par sa discipline, sa piété et son renom, avait grandi, sans interruption et sans trouble, depuis deux siècles, en puissance temporelle comme en influence spirituelle. Son domaine s'était accru sans cesse dans le pays, ses possessions extérieures s'étendaient dans l'Albigeois, le

Rasez, le Roussillon et jusques en Aragon. De nombreuses abbayes, églises, chapelles, prieurés reconnaissaient sa suprématie spirituelle. — Alors, en effet, l'illustre abbé Frotard, qui fut un personnage important de son époque, gouverne l'abbaye et les rois lui envoient leurs enfants pour les consacrer à Dieu ; les hauts seigneurs du Midi le choisissent pour arbitre de leurs querelles ; les chroniqueurs, ses contemporains, l'appellent : « Abbé des abbés » et l'archevêque de Narbonne prend ombrage de ce grand voisin. Le pape Urbain, qui en a fait son légat, le traite de son cher frère en J.-C. (honneur sans exemple) et se détourne de sa route, en 1096, pour venir le visiter à Saint-Pons et y prêcher la croisade, le 24 Juin.

Ce n'était pas à cette époque de splendeur que les artisans et laboureurs de Saint-Pons songeaient à revendiquer des droits contre l'abbaye ou à traiter avec elle de puissance à puissance. Ils n'attendaient l'amélioration de leur sort que du travail et de l'économie, en même temps que de l'esprit chrétien et de la bienveillance de leurs maîtres, et des mesures mêmes prises par ceux-ci pour la bonne administration de leur temporel. Mais le cours des événements allait amener dans ce siècle et le suivant bien des changements et précipiter la transformation de cette organisation religieuse et féodale, alors dans tout son éclat.

Les croisades entraînèrent de grands mouvements d'hommes, d'argent et d'idées. Les chevaliers du pays partirent à plusieurs reprises emmenant avec eux leurs agents et serviteurs. Ne pouvant plus surveiller et administrer efficacement leurs terres, il leur parut plus simple et plus profitable de les inféoder aux colons qui les travaillaient, et qui de serfs qu'ils étaient devinrent en quelque sorte fermiers. Le monastère obligé de soutenir la croisade de ses subsides autant que de ses prières, après l'épuisement des quêtes et des offrandes, para à ces dépenses continuelles par les mêmes moyens.

Bien plus au cours de la guerre de succession survenue entre le comte de Toulouse et le vicomte de Béziers, l'abbé de Saint-Pons se trouva en conflit avec ce dernier, pour la possession de la Salvetat. Le vicomte parut avec son armée devant le monastère en l'année 1159, le mit en ruine et saccagea toute la contrée, exigeant pour sa peine une énorme contribution de guerre, que des arbitres parvinrent à faire réduire, et en échange de laquelle il abandonna ses prétentions sur la Salvetat et permit à l'abbé de reconstruire et fortifier la ville et l'abbaye.

Pour subvenir à toutes ces dépenses il fallait de l'argent, beaucoup d'argent, et le monastère ne pouvait imposer de trop lourdes charges à ses vassaux, sans leur en faire connaître l'étendue, la nécessité, sans en régler le poids et surtout sans aucune compensation matérielle; d'autant plus que l'hérésie albigeoise d'un côté, l'esprit municipal et démocratique de l'autre, faisaient de grands progrès dans le Midi, et qu'il ne fallait pas irriter outre mesure, une population fidèle et malheureuse.

C'est vraisemblablement dans la seconde moitié du XII[e] siècle (exemple la Charte K de 1173) qu'il faut placer la généralisation des affranchissements et des inféodations, et sinon l'organisation du consulat, du moins l'avénement d'une classe sociale disposée à prétendre à des droits; enfin la constitution lente et insensible d'un nouvel ordre de choses dont les conséquences logiques et extrêmes allaient se produire un siècle après, avec l'appui irrésistible de la royauté.

Cent ans ne se sont pas écoulés depuis cette période brillante de l'abbaye de St-Pons et déjà, quand s'ouvre le XIII[e] siècle, l'Abbé et ses moines sont profondément blessés dans leur foi et dans leurs intérêts. Les doctrines hérétiques et révolutionnaires des Albigeois triomphent dans toute la

contrée environnante, à la faveur de l'opinion publique et de l'appui des seigneurs. Seules, les abbayes de St-Pons, de Castres et la ville de Narbonne, résistent plus ou moins à la contagion. Le monastère est appauvri par ses dépenses forcées du siècle précédent et par la perte de ses possessions extérieures, dont les seigneurs voisins et les habitants devenus hérétiques ne se sont pas fait faute de s'emparer.

Quelques années se passent, et l'invasion du nord de la France vient accomplir son œuvre terrible de réaction militaire et religieuse, en mettant à feu et à sang les populations du Midi follement insurgées contre les croyances et les idées de l'époque. Nos ancêtres, que le souvenir des anciennes guerres, l'influence religieuse, la différence du tempérament, du climat et de la race, séparent de leurs voisins de la plaine déjà riches, turbulents et orgueilleux, (et rendent encore moins enclins aux nouveautés qu'à présent) ne font pas cause commune avec les gens de Béziers et de Carcassonne et traversent ainsi, sans encombre comme sans protestation, cette période de calamités et d'horreurs. Peu après le dramatique siège de Minerve (Juin-Juillet 1210), on voit l'abbé de St-Pons prendre part à tous les conciles où l'on reconnait la suzeraineté du comte de Montfort, et où l'on discute et décide toutes les mesures pour dissiper les restes de l'hérésie et en prévenir le retour.

Chose étrange, c'est au sortir de cette crise, après ce triomphe du clergé, que les franchises et libertés des habitants de St-Pons, nées peu à peu de la force des choses, vont se fortifier, prendre corps, et être nettement définies par des institutions fixes, régulières, et indépendantes de la volonté des seigneurs ecclésiastiques. Chose plus étrange encore, ce triomphe et cette révolution seront l'œuvre de la royauté absolue, appelée au secours des nouveaux dominateurs du

pays et de leurs partisans, et invoquée également par les populations lasses de la guerre et des insurrections.

En l'année 1229, Amaury, fils de Simon de Montfort, hors d'état de conserver les conquêtes de son père, cède au roi de France Louis VIII, ses droits sur le pays qui s'étend des Corbières et des Cévennes à la mer ; annexion de fait consacrée légalement, en 1247, après dix-huit années de guerres et de négociations, par la renonciation de Trencavel, vicomte de Carcassonne et Béziers, en faveur de Louis IX, à tous ses droits sur le même territoire ; pendant que le comte de Toulouse est obligé d'abandonner à Alphonse, frère du roi, ce qui lui reste dans le Toulousain et l'Albigeois.

L'abbé de St-Pons et les autres seigneurs de la contrée, prévoyant l'avenir, signent à Béziers, le 7 avril 1247, une vaine protestation contre l'annexion.

En effet, aux relations du suzerain avec les vassaux, vont succéder les rapports du roi avec des agents et des fonctionnaires. Le roi, qui vient d'ajouter à son royaume une nouvelle province de langue étrangère, ne veut pas être seulement, comme ceux qu'il remplace, le seigneur des seigneurs, il entend être le maître de tous : Clergé, Noblesse, Tiers-Etat en voie de formation. Pour les dominer ensemble, il honorera et attirera à lui les prélats et les nobles, et en même temps donnera des droits contre eux à la masse de ses nouveaux sujets. Quand l'antagonisme éclatera entre les diverses classes, il sera l'arbitre souverain des querelles, et toute puissance, toute force, plieront devant la sienne.

Pour défendre sa conquête, il a ses sénéchaux chargés de combattre les ennemis du dehors et de réduire les audacieux du dedans. Pour l'organiser, il a ses légistes, gens habiles à amoindrir les anciennes autorités au profit de la sienne, à tout réglementer au mieux des intérêts de son pouvoir, et à faire valoir aux populations les tailles et contributions nou-

velles, nécessitées par la création et les dépenses d'une administration régulière, comme le juste prix de la protection royale et des libertés locales consenties au préjudice des anciens seigneurs.

Assemblées électives, provinciales, diocésaines et municipales, circonscriptions administratives diverses, finances, justice, eaux et forêts, système de protection et de contrôle pour l'industrie, etc., tout a été organisé en moins de trois quarts de siècle, et l'édifice politique a été si bien construit, que, sauf quelques remaniements, il a duré jusqu'à la Révolution.

Tel est le rôle rempli par la Royauté dans le pays de St-Pons, avec constance et souvent avec grandeur. Aussi, les populations lui ont été fidèles, même dans les plus mauvais jours de la Guerre de Cent Ans qui allait commencer, et ne l'ont jamais abandonnée en masse ni pour longtemps, pendant les guerres civiles des XVI^e^ et XVII^e^ siècles.

Après avoir expliqué l'origine des franchises et libertés municipales de St-Pons, il reste à résumer rapidement, d'après « Lo Libre », en quoi elles consistaient, et à tâcher de découvrir pourquoi ce livre a été composé, et comment il a pu subsister, en attendant qu'un érudit le retrouvât et mit en lumière les précieux renseignements qu'il renfermait. Mais qui retrouvera son antagoniste et pendant inévitable, « *Lo Libre de los drechs, rendes, e senhorias del monestier é juridictio de Sanct-Pous* » mentionné plusieurs fois dans un procès dont il sera parlé ?

Nous saisissons cette occasion de remercier M. Noguier d'avoir bien voulu autoriser notre publication, et surtout d'avoir poussé l'obligeance jusqu'à en réviser soigneusement les épreuves.

Disons aussi que la faveur avec laquelle a été accueillie

par le public, en 1873, la réimpression de la « *Chronologie des Abbez et Evesques de l'Eglise et du Monastère de St-Pons de Thomières* », composée, en 1703, par messire Trotet-Legentil, chanoine, qui a gardé modestement l'anonyme, nous a encouragé à entreprendre cette nouvelle publication locale, qui complète la première et clot trop vite la série des ouvrages spéciaux sur Saint-Pons.

Le livre des Libertés et Franchises est à la fois l'inventaire et le résumé, fait en 1442, des titres de la Ville à cette époque. Il a été composé par Bernat Fabre, sur la requête des syndics, à l'occasion de l'un de ces conflits si fréquents entre la ville et le Chapitre au sujet des droits féodaux. Celui dont il s'agissait a été terminé par une transaction du 19 mars 1444. Il y avait longtemps que les institutions municipales et que les droits civils étaient hors de cause, et que la lutte entre le Monastère et la ville se réduisait à la querelle ordinaire entre gens décidés, les uns à demander beaucoup, et les autres à donner très-peu.

Les documents recueillis en 1442 sont répertoriés dans un ordre dont le sens nous échappe aujourd'hui, sans tenir compte des dates ni des matières, peut-être même au hasard. Pour faire comprendre le livre, il faut rétablir, si c'est possible, l'ordre chronologique des chartes, au risque de quelques redites, afin de suivre les progrès de l'émancipation des habitants, grâce à l'appui ostensible ou caché, mais toujours réel des agents de la royauté. Le commentaire des redevances féodales est inutile, car les curieux et les amateurs trouveront aux archives municipales toutes les explications désirables, avec bien d'autres choses encore, dans l'énorme dossier du procès relatif à ces redevances, qui a duré de 1716 à 1787 entre la ville et le chapitre, devant la Cour des Aides de Montpellier, et qui certainement durerait encore, si la

Révolution n'avait terminé violemment le litige en supprimant le Tribunal et l'une des parties.

Pendant le XVIII[e] siècle, il y avait à Béziers une famille de vieille noblesse de robe, les de Gleizes de la Blanque, sortie de St-Pons, et qui a occupé avec éclat, de père en fils, le siége de juge-mage au présidial de Béziers. C'est dans les papiers du dernier de ses membres que « *Lo Libre* » a été retrouvé, en 1876, par M. Noguier. Il est certain que, soit comme jurisconsultes, soit comme magistrats, les Lablanque avaient eu à connaître de la grande querelle judiciaire qui s'agitait alors, puisque plusieurs des pièces du procès sont cotées et paraphées par eux, entre autres le compoix de 1550 dont la première page porte : « *j'ay receu le présent en communication ce.... may 1720 — Lablanque* ».

Le Livre est mentionné plusieurs fois dans les Factums imprimés de la Ville, signés du nom célèbre de Furgole, et figure au 44[e] rang des pièces produites, et dont l'interminable liste permet de déplorer la pauvreté actuelle des archives municipales. Un dossier aussi volumineux, qui a dû faire bien des voyages et passer par beaucoup de mains, devant toute espèce de juridictions, ne rentre jamais au complet, après tant d'aventures. On trouve seulement à la mairie, les mémoires et pièces de procédure.

Il y a d'autant plus de sujet de se féliciter, que pour une cause quelconque, le document public aujourd'hui, soit demeuré en la possession de la famille de la Blanque ; que l'arrêt du Conseil du roi, en date du 1[er] octobre 1786, qui cassait celui rendu en faveur des habitants, par la Cour des Aides de Montpellier, le 1[er] avril 1775, ordonnait le dépôt des titres entre les mains de l'intendant du Languedoc. Si cette prescription a été fidèlement observée, on peut se demander en quelles catacombes administratives reposent nos anciens titres, à moins que les autorités révolutionnaires de

Montpellier n'en aient fait la pièce principale d'un feu de joie de papiers féodaux.

La plus ancienne Charte, celle de 1173 (K), contient la concession par l'Abbé, dûment autorisé, du droit de tester aux habitants majeurs, et règle les successions *ab intestat.* Malgré l'exagération des droits de mutation par décès, à côté desquels ceux d'aujourd'hui paraîtraient bénins, c'est une véritable reconnaissance de la propriété héréditaire, et cela suffit à dire, pour démontrer l'importance de cette Charte.

Les chartes F et I de l'année 1247 sont comme toutes les suivantes des contrats synallagmatiques, entre le Monastère d'une part, l'Université des habitants de l'autre. La classe la plus remarquable est celle par laquelle l'Abbé s'interdit de revenir sur toutes concessions faites par lui ou ses prédécesseurs, et dégage la communauté des habitants de la responsabilité collective pour tous faits particuliers contre l'Abbé et l'Abbaye. Il y a encore à signaler de bonnes mesures de police et de protection commerciale, (boulangerie, boucherie, draperie, bois de charpente), des concessions générales des droits de pêche, charbonnage, dépaissance. etc., la diminution des droits sur les secondes noces et les enterrements, l'absence d'impôt sur la dot; enfin, au point de vue de l'action publique, la série des peines réservées aux adultères et à ceux qui ont fait des blessures graves.

Le premier paragraphe de la Charte F et la Charte AA, probablement antérieure, établissent que les habitants étaient déjà en libre possession des fours banaux. Il y en avait deux: l'un près de la place couverte, pour la Ville Mage, et l'autre, rue de l'Empinet pour le Pioch.

On peut attribuer à la même époque, ou à une époque voisine, les Chartes sans dates, P. Q. S. T. U. GG. MM. dans la première (P) on voit que l'institution des syndics n'était pas permanente à l'origine, mais seulement provisoire et bor-

née aux causes spéciales pour lesquelles la convocation était faite. On y verra aussi, que sur le refus par l'Abbé de leur accorder des syndics, les habitants n'invoquèrent pas en vain l'appui des Agents Royaux.

Les Chartes S. et GG témoignent des efforts de nos ancêtres pour obtenir les institutions municipales, et la Charte Q de leurs prétentions reconnues fondées par les Légistes, que les consuls par le seul fait de leurs fonctions, avaient autorité suffisante sur la chose publique, à l'encontre de l'Abbé.

La Charte U nous apprend que le nombre des électeurs du syndicat était fixé à cinquante. La conquête des droits municipaux est définitive, car il est ajouté, que si l'Abbé ou son Viguier, après sa mise en demeure, refuse de reconnaître les syndics élus; quinze jours après son refus, sans autre forme, il est procédé à la réélection, qui équivaut pour les syndics réélus à l'admission à prêter le serment d'installation, sur le maître-autel de l'Eglise St-Martin du Jaur.

La Charte T contient l'énumération de divers règlements de police et redevances seigneuriales. Il y a à signaler, au titre « de l'Escolha » la liberté de l'enseignement.

Il fallait prévoir les abus des meilleures institutions. La Charte MM y met bon ordre, et pose le principe formel de l'examen de la gestion des syndics.

Tels étaient les progrès rapides des habitants dans leur émancipation, à la mort de Saint-Louis (25 août 1270). Son successeur Philippe II dit le Hardi, se trouvait à Tunis avec l'armée, dont faisaient partie les milices de la nouvelle province. Il donna aussitôt l'ordre à ses sénéchaux de Languedoc, de faire prêter serment de fidélité, non seulement aux nobles et aux prélats, mais aussi aux magistrats des communes. Le 20 janvier 1271, les syndics de l'Université de St-Pons, comparurent devant le Viguier de Béziers et prêtèrent «*a nostre senhor Phelip, rey de Franssa et a sos successors*»

le serment de fidélité perpétuelle, rapporté en entier dans la Charte HH.

La qualité de sujets du roi de France, ne dispensait pas les habitants de leurs anciennes obligations envers l'Abbé, puisque (si l'on anticipe sur les évènements) l'on voit figurer à la *production des titres* des habitants lors de leur grand procès au XVIII[e] siècle, l'acte de reconnaissance et de serment prêté le 23 août 1300, par un grand nombre d'entre eux « possédant biens relevant de l'abbaye » en faveur de l'Abbé Raymond, avec commission à son juge de procéder contre ceux qui étaient défaillants.

Une faute s'est glissée, par suite d'une altération de chiffre dans l'ouvrage qui contenait le renseignement, dans la note mise au bas du texte de la Charte DD « *de la muralha de la Villa* ». C'est en 1513, non en 1313, qu'a eu lieu la grosse réparation dont il est parlé dans la note. A défaut de date plus précise, celle de l'année 1282 paraît la plus vraisemblable à cause du rappel qui est fait dans cette Charte, du serment prêté en 1271.

Le massacre des Français, accompli à Palerme le jour de Pâques 1282, sous le nom de vêpres siciliennes, à l'instigation du roi d'Aragon et Mayorque, seigneur de Montpellier, et la révolte du Vicomte Aymeri de Narbonne, furent les causes de cette grande alerte. Le 25 mai de cette année, toutes les villes de la sénéchaussée de Carcassonne reçurent l'ordre de réparer leurs fortifications, qui, depuis l'annexion, étaient négligées ou démantelées par raison d'Etat, sauf dans les places occupées par les troupes royales. Quand l'armée fut rassemblée, le roi d'Aragon, serré de près sur les Pyrénées et vers Montpellier, se reconnut vassal du roi, pour cette dernière ville, et le Vicomte fit sa soumission. Tout était terminé en septembre, et les habitants de St-Pons en furent quittes pour la peur.

Ce n'est qu'un siècle après, lors des incursions des *grandes compagnies*, pendant la guerre de cent ans, qu'il fallut veiller souvent sur la muraille ; de même qu'il ne devint nécessaire d'utiliser les travaux exécutés en 1513, que pendant les guerres de religion du XVI^e^ siècle, mais pas toujours avec succès.

La Charte désignée B et datée des calendes de novembre 1287, est le résumé d'une transaction entre la Ville d'une part, l'Abbé et le Monastère d'autre part, sur de nombreux articles parmi lesquels il convient de signaler : 1° le droit reconnu aux consuls d'agir ou défendre en justice, contre l'abbé ou le Monastère, quand il leur conviendrait ; 2° l'interdiction pour les officiers de la cour Abbatiale, de décerner, en défaut des contribuables, des contraintes pour les tailles ; 3° la défense aux huissiers ou sergents de l'Abbé, de prendre aucun salaire pour leurs exploits ou saisies ; 4° la création de deux nouveaux offices de notaire, en outre de celui qui existait déjà, et l'établissement de changeurs ou banquiers, (ce qui prouve que la ville était devenue assez importante) ; 5° la suppression du privilège qu'avaient certains propriétaires de vendanger avant les autres, et du ban des vendanges ; 6° divers règlements pour le mesurage du blé sous la vieille Halle *(sotz la cuberta de las pilas)* qui sert encore de marché aux herbes, pour le louage et l'exercice des dépaissances, de la pêche, la manière de dixmer les bestiaux, etc..... ; enfin, la ratification de toutes les libertés et franchises précédemment obtenues.

C'est vers la même époque, et à cause de la prospérité croissante de la ville, qu'il semble convenir de placer les chartes sans date O. X. II. LL., relatives à la création d'un hôpital et à l'entretien de son aumônier ; à la transformation en rente de trois deniers tournois, de la prestation annuelle d'une poule par feu que prélevait l'abbaye, pour avoir laissé

bâtir sur les terrains environnant le monastère, des constructions nombreuses qui formaient la ville mage ; et surtout à la concession, pour les besoins domestiques des habitants et le nettoyage des rues et marchés, de l'utilité complète des eaux de la source du Jaur et de celle dite aujourd'hui des Récollets.

En ce temps-là, l'industrie lainière existait déja dans le pays. On trouve quelques détails intéressants sur la draperie et la tannerie, dans les chartes : A de l'année 1311 (f° 3 *de obrar las lanhas — de lavar draps)* ; F (f° 21 *de vendre draps*) ; S (f° 31 *Leuda de lanha)* et principalement L (*dels sobrestaires)*. La règlementation minutieuse de la qualité de la laine, du poids et des dimensions du drap pendant les diverses opérations de l'ourdissage, du tissage et des apprêts, du temps à y consacrer, du taux de la main d'œuvre et du prix de vente, gênait sans doute la liberté du commerce, et jusqu'à un certain point, les progrès de l'industrie ; mais elle assurait la bonne qualité de la marchandise, par conséquent la vente et le travail. On peut se demander si ce régime, dont s'accommodaient nos ancêtres, n'était pas préférable, à considérer les résultats et cette longue prospérité de la fabrication ancienne), à la liberté absolue de fabriquer et de vendre décrétée en 1790, qui a produit cette concurrence effrénée dans l'art, et par suite la nécessité de livrer de la marchandise de qualité inférieure à vil prix, et cet antagonisme entre ouvriers et patrons, triste apanage de l'industrie moderne. Lutte déplorable qui pèse principalement sur les petites villes manufacturières, et dont la nôtre subit au plus haut degré les fâcheuses conséquences.

De pareils règlements s'appliquaient aux teinturiers et tanneurs, et leur interdisaient de verser à la rivière, au moment du frai, les déjections de leurs ateliers, « *per non dampnificar lo peis* ».

Cette même charte A prévoit : la taxe des honoraires de ces notaires si désirés vingt ans plutôt ; celle du casuel du clergé paroissial ; celle des sentences judiciaires rendues, au spirituel et au temporel, par l'officialité ; l'expulsion des mauvais locataires ; la répression des abus des dixmeurs, courtiers et peseurs publics ; la liberté de filer, teindre et tisser la laine hors de la ville ; le droit d'ouvrir des fours à chaux avec celui de prendre, dans la terre de l'Abbaye, le menu bois nécessaire ; le droit de pêche, sauf le temps prohibé ; etc... On confirme la liberté de l'enseignement à domicile ou dans telle école qui conviendra aux parents.

La charte G, du 14 décembre 1318, est la première de celles mentionnées dans le recueil, après l'érection de l'Abbaye en évêché. Elle contient, en quelque sorte, le don de joyeux avènement de Pierre de Roger, dernier Abbé, premier Evêque de St-Pons. On y trouve : 1° d'abord l'adoucissement des droits de geôle pour les prisonniers ; 2° l'abolition de la prison préventive et des peines corporelles, pour les simples coups et blessures ; 3° l'obligation pour les huissiers ou sergents du seigneur, d'instrumenter sur la réquisition de toute personne, moyennant un denier à prendre sur la partie requérante, ce qui devait modérer singulièrement le goût de la chicane ; 4° la restriction des droits seigneuriaux sur les produits des bois et pâtures, et sur les amendes pour délits forestiers.

Disons, en passant, que les prisons dont il s'agit étaient situées sous la portion des bâtiments du Monastère, occupée aujourd'hui par la mairie. Elles renfermaient deux salles communes et trois cachots, plus le logement d'un gardien : le tout sombre et humide. Ces tristes locaux servent actuellement de caves et de buanderie aux fonctionnaires logés dans la mairie et ses dépendances. Une seule pièce, rarement occupée il est vrai, a conservé quelque peu de sa destina-

tion primitive, en devenant à titre de chambre de sûreté ou *violon*, le dépôt des ivrognes, vagabonds, tapageurs, etc.... Enfin, le matériel d'incendie est remisé dans l'ancien cachot établi jadis au rez-de-chaussée du vieux donjon de l'Evêché.

C'est au pont vieux de Ponderach, construit au prix de 90 livres, l'an 1319, sous le règne de Philippe V, qu'est consacrée la charte répertoriée EE « *del pont de Rauzots* ». Le soin mis à détailler, dans l'intitulé de la Charte, l'indication des raisons de la construction, le prix, l'année etc.., semble indiquer l'intérêt quelle pouvait avoir pour la Ville et permet de conjecturer qu'il s'agissait d'une dépense imposée aux habitants par l'autorité royale, sans doute contre l'exemption du péage sur la route muletière qui suit le pont vieux, et porte au cadastre le nom de chemin de St-Pons à Minerve. Cette voie très ancienne, avait acquis de l'importance depuis l'annexion, au point de vue des communications entre la montagne et la plaine, et du ravitaillement de la place de Minerve, où il y avait garnison royale permanente.

L'année 1322 fut marquée par la plus ancienne visite administrative que l'on connaisse, de la forêt de la Blanque, dite « Bois royal du Breil, le Briol et la Planque », ce qui en indique l'étendue et fait connaître l'origine du nom actuel. L'administration forestière était déjà à l'œuvre, puisque, cette année-là, M. de Fontamar, grand maître inquisiteur et réformateur général des eaux et forêts pour la province de Languedoc, dût se transporter à Saint-Pons et à Anglès, pour trancher les différents nombreux survenus entre les officiers de la Maîtrise et les communautés, au sujet de l'organisation du régime forestier dans le pays, et de la reconnaissance des grands bois domaniaux qui provenaient des comtes de Toulouse et des vicomtes de Béziers.

Le procès-verbal de la réformation de 1322 règle ou cantonne l'exercice des droits d'affouage, dépaissance, etc,...

reconnus ou concédés aux habitants, et leur permet la chasse (aux cerfs, sangliers et chevreuils, s'il vous plait) contre l'abandon d'une partie du gibier aux officiers royaux.

Que de braconniers voudraient revenir à ce temps là !

Les Chartes BB et OO, relatives aux privilèges des habitants de St-Pons, en la terre d'Anglés, c'est-à-dire sur le versant nord du Sommail, sont vraisemblablement contemporaines de la réformation de 1322.

C'est vers cette même époque, que s'effectuait laborieusement entre l'Evêque et le chapitre, la liquidation du temporel de l'Abbaye, pour la séparation des Menses épiscopale et capitulaire. Cette opération terminée par les arbitres Ratier de Lautrec et Guillaume de Fitton, le 28 mai 1323, et réalisée provisoirement le 26 juillet 1327, avait bien son importance pour la population laïque.

Le territoire des communes de St-Pons et de Riols fut divisé en trois *parsans* ou ténements, pour la perception des droits féodaux. Le chapitre conserva celui des *Croix* c'est-à-dire les environs immédiats de St-Pons entre les croix de Brassac, le Lauzet, St-Barthélemy, etc., et celui des *terres abbatiales* comprenant les sections rurales de Marthomis, Courniou, Prouilhe etc., et par suite eut seul maille à partir avec les habitants toujours indociles au sujet des redevances ; de là, les procès transigés, en 1444, 1564, 1599, et le grand procès du siècle dernier.

L'Evêque reçut le *parsan de la Garrigue* composé de la partie méridionale de la commune de St-Pons et en entier de celle de Riols. Pour compléter l'effet de ce partage, et se débarrasser de toute sorte d'ennuis, il échangea avec la communauté de St-Pons, comme on le voit dans les Chartes R. CC. ses droits sur la propriété et les revenus du Foiral et du Marché, contre le jardin de la Mourgou, et n'eut d'autre conflit, à tort ou à raison, avec les habitants, que pour le

maintien de son autorité administrative, à part la règlementation de la jouissance de la terre de Riols rapportée dans les Chartes C et D.

On trouve la trace de ces démêlés politiques pendant le XIVe siècle, dans les Chartes cotées N. Z. KK. Les occasions ne manquaient pas, par suite de l'affaiblissement du pouvoir central, résultant de la guerre de cent ans.

La Charte H n'est que le résumé d'un arrêt de la cour de Béziers, rendu le 31 Octobre 1339 au profit d'un contribuable de St-Pons, Etienne Tarbouriech, contre le percepteur, ou leveur des tailles, et les habitants de Riols, qui l'avaient fait saisir mal à propos à Riols. Bernat Fabre, auteur du recueil, relate avec une satisfaction visible, que les gens de Riols furent condamnés à payer à notre compatriote, cent sous tournois pour ses dépens. Cette date du 31 Octobre 1339 précise ce qui va suivre.

Les Chartes M. X. NN. sont postérieures à l'année 1340, car elles font allusion toutes les trois, au remarquable fait que voici :

Lors de l'annexion du pays à la France, il avait été créé à Béziers une viguerie et judicature royale « du commun conseil et consentement des prélats, barons, nobles, communautés, et autres sujets du païs » pour le jugement des causes civiles et criminelles du ressort de cette viguerie, sauf appel au Sénéchal de Carcassonne, qui devait juger à Béziers et non ailleurs dans les Assises tenues par lui chaque deux mois.

La majeure partie de l'arrondissement actuel dépendait de cette viguerie, l'autre partie était jugée à Carcassonne. Les habitants de St-Pons, se trouvant trop éloignés du siège de la justice, obtinrent du roi Philippe VI moyennant mille livres tournois, la faveur d'aller plaider à Carcassonne. Il est à croire que l'hiver de 1339-40 rendit sensibles les inconvé-

nients de cette translation, postérieure à l'arrêt rapporté dans la Charte H. puisque un an après, au mois de novembre 1340, la communauté déboursa encore trois mille livres tournois, pour être rendue à son ancienne juridiction.

Hésitation significative, et qui démontre clairement que le meilleur emplacement d'un tribunal pour les gens du pays est à ..... St-Pons.

Les dépenses de la guerre de cent ans, qui venait de commencer, expliquent l'empressement et la bonne grâce du roi de France à exercer, moyennant finances, les vœux contradictoires de nos ancêtres.

On remarquera que la maîtrise des eaux et forêts qui avait sa justice particulière, ne pouvait tenir ses audiences que dans un lieu où il y eut suffisance de défenseurs.

En l'année 1343, sous le règne de Philippe VI, et en l'année 1377, sous le règne de Charles V dit le Sage, intervinrent entre l'Evêque et les habitants de St-Pons et de Riols des sentences arbitrales, dont le sommaire est rapporté dans les Chartes C. D. Il s'agissait de la réglementation des droits respectifs des parties sur les terres du Parsan de la Guarrigue, et depuis lors, la paix règna entre elles à ce sujet, car les procès de 1444, 1564 et 1599, sans compter le dernier, n'ont été dirigées par la communauté que contre le Chapitre. D'ailleurs, dans le commencement du XV^e^ siècle, le diocèse devint une division administrative de la sénéchaussée de Carcassonne, et l'Evêque, avec plus d'importance et d'autorité exerça, en quelque sorte, des fonctions analogues à celles des sous-préfets de nos jours.

Voici enfin la Charte F. F. « *de la Botiqua de Montanhac* » que l'épithète « *dernariament aquirida* » attribuée à l'immeuble, permet de considérer comme la dernière et plus récente de la série. Il est permis de conjecturer, sans témérité, qu'il s'agissait de quelque agrandissement de la maison

de ville, qui était alors située non loin de la place couverte sur le côté droit de la rue, allant de l'angle Nord-Est du Cimetière (aujourd'hui la Promenade) au pont Notre-Dame, son emplacement est occupé, partie par la Rampe de la place, partie par la grand'route. Après sa démolition, à suite de la percée qui a changé complètement l'aspect du vieux St-Pons, l'Hôtel-de-Ville fut remplacé par la grande et curieuse maison d'autrefois qui est au bout du pont Notre-Dame, rive droite du Jaur.

Dix ans après, quand la tourmente révolutionnaire eut emporté sans retour, comme sans ménagements, tant d'institutions antiques, la mairie fut installée et se trouve encore dans le monastère même, dans la portion réservée précédemment à l'Evêque et aux services de sa double autorité spirituelle et temporelle.

Dénouement imprévu et à méditer, de la transformation du protégé primitif, et de cette longue lutte du Vassal contre le Seigneur, de la Ville contre l'Abbaye.

BIBLIOTHÈQUE TOULOUSE

Saint-Pons, imprimerie L.-M. Francés.

285